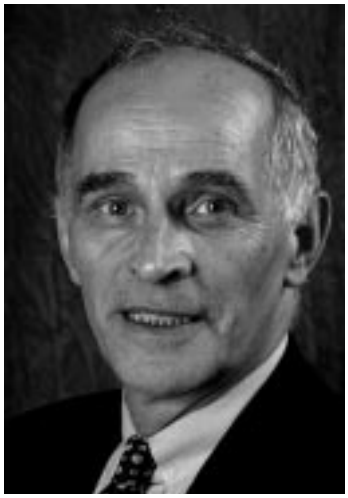
En avant-première

par Henri de Benoist, *président de l'AGPB*



Dans quelques jours, les 20 et 21 juin, le Congrès de l'AGPB se tiendra à Poitiers. Comme d'autres, cette région fortement productrice de céréales et d'oléo-protéagineux est touchée par la modulation. C'est évidemment l'un des sujets - avec les accusations répétées dont fait l'objet notre profession, avec les négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), avec le prochain élargissement de l'Europe - qui conduisent les producteurs à s'interroger sur leur devenir.

Deux jours de Congrès ne seront pas trop pour examiner les paramètres de cet avenir avec le minimum de recul nécessaire.

En avant-première, esquissons-les rapidement.

L'évolution des marchés dans le temps, celles de nos performances d'exploitants et celles de nos filières constituent le premier de ces paramètres. Il y a bon espoir que la demande globale de céréales dans le monde évolue favorablement dans le temps. Encore faut-il que les producteurs français et européens puissent s'inscrire dans cette perspective. C'est-à-dire se trouver en position de conserver leurs débouchés sur le marché européen (170 des 200 millions de tonnes récoltées par an, dont 110 utilisées en alimentation animale) et de pouvoir exporter davantage sur le marché mondial.

Il y faut bien sûr des progrès de tous ordres, sur les exploitations ainsi que dans l'agrofourniture, la commercialisation, les transports, la transformation des céréales. Mais nous avons toujours su faire preuve de capacité à innover et à progresser. Deux ateliers du Congrès examineront d'ailleurs concrètement les pistes à emprunter pour mieux tirer notre épingle du jeu sur les marchés :

- l'atelier "Comment abaisser les charges dans les exploitations"
- l'atelier "Mise en valeur des qualités de céréales sur les marchés par les filières".

Cependant, face à des concurrents féroces, il faut aussi que l'Europe reste garde haute et rende coup pour coup. C'est là un deuxième paramètre déterminant pour notre avenir. Dans les négociations de l'OMC, il est essentiel de ne pas faire davantage de concessions que les Etats-Unis. Au-delà des aides aux agriculteurs, cet impératif concerne l'ensemble des règles relatives aux échanges commerciaux. Sinon, nous risquerions de voir nos céréales de qualité fourragère se trouver en concurrence sur le marché européen avec le maïs américain. Nous risquerions aussi de ne plus pouvoir exporter notre orge sur le marché mondial. Pas question non plus d'exposer inconsidérément nos blés de qualité à davantage d'importations! En réalité, l'Europe a déjà beaucoup fait pour ouvrir ses frontières depuis les accords du GATT, en 1994. Les autres pays ont plus à l'imiter qu'à lui demander de nouvelles facilités.

Nous serons d'autant mieux soutenus également face à une concurrence puissamment assistée que les Quinze se donneront des budgets complémentaires pour appliquer la PAC à l'Europe de l'Est. Si des compensations doivent être versées dans quelques années à nos collègues polonais, hongrois etc., qu'elles ne soient pas financées en ponctionnant les nôtres ! La France doit en convaincre ses partenaires européens.

Se pose là, d'une manière plus générale, la question de l'attitude du Gouvernement français à l'égard de notre céréaliculture, troisième paramètre important.

Si le Gouvernement dédaigne les apports de notre activité, s'il ne diminue pas les charges qu'il nous impose, ni ne favorise l'évolution des formes juridiques des exploitations, tous nos efforts et ceux de nos filières en matière de coûts et de qualité auront un impact limité.

Or, dans notre pays, certains voudraient nous considérer seulement en fonction de ce que nous coûtons, sans compter ceux qui nous accusent constamment de polluer. Et, plutôt que de rétablir des vérités élémentaires, plutôt que d'encourager nos démarches pour mieux respecter l'environnement (le Congrès en traitera dans un troisième atelier "Environnement : contraintes ou opportunités"), les Pouvoirs publics paraissent au contraire s'appuyer sur les préjugés, voire les alimenter.

C'est là un défi très lourd pour nous. Faisons tout pour montrer qui nous sommes réellement et quelle est la valeur de nos pratiques et comportements sur nos exploitations. C'est sûrement un des thèmes essentiels du Congrès de l'AGPB et une tâche prioritaire pour l'après-Congrès.